



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Musique

319 millions d'euros versés par Spotify aux artistes français

Grâce aux revenus générés par les écoutes, la plateforme de streaming Spotify a versé près de 319 millions d'euros de redevances aux ... • (Page 08)

UEMOA

Une croissance parmi les plus dynamiques d'Afrique

L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) continue d'afficher des performances ... • (Page 09)

Marcellin S. Gandonou à propos du leadership & management • (Pages 03,04)

« L'Afrique doit bâtir son propre modèle »



Inflation à 0,7% ; dette à 61% du PIB • (Page 05)

Les signaux économiques restent au vert au Togo

Made in Togo

TOGOMALL, symbole du dynamisme entrepreneurial togolais

Réunis au CETEF, les acteurs de TOGOMALL ont dressé un bilan positif de trois années d'activité. L'Assemblée ... • (Page 02)

Au cœur des plantations

Immersion des médias dans l'univers du café et du cacao togolais

Des professionnels des médias ont pris part à Kpalimé les 18 et 19 juin 2026, à une formation sur les filières café et cacao. Objectif : renforcer... • (Pages 10)

Bénin

La BIIC affiche un bénéfice net en hausse de 24,7 % à fin 2025

La BIIC, détenue majoritairement par l'État béninois, annonce un bénéfice net de 36,2 milliards FCFA en 2025 selon les normes IFRS. Toutefois, ses comptes ... • (Page 06)

Insertion socioprofessionnelle

Des kits d'installation à des personnes handicapées de la Kozah

Les personnes en situation de handicap de la région de la Kara, ont bénéficié des équipements d'installation professionnelle et de technologies d'assistance,... • (Page 11)



PLATEFORME DE MISE EN RELATION AVEC DES EXPERTS SÉNIORS
Valorisons l'excellence. Sécurisons la souveraineté de notre expertise.

L'INCLUSIVITÉ

Offrir à nos hauts profils une seconde vie professionnelle active, valorisante et à la hauteur de leur prestige.

LA CONTINUITÉ

Éviter les ruptures de compétences critiques dans la conduite des grands projets stratégiques du continent.

LE TRANSFERT

Garantir que chaque intervention senior devienne le socle du mentorat de la jeune génération de cadres.

THE WEST OFFICE BY HEMICYCLE

Rejoignez l'élite des experts sur www.thewestoffice.com

INSCRIVEZ-VOUS GRATUITEMENT

Rejoignez l'élite des experts sur www.thewestoffice.com

L'excellence de l'expérience

Vous avez plus de 15 ans d'expérience ? Votre savoir est une richesse.

Rejoignez notre réseau sélectif. Continuez à impacter l'économie régionale.

Made in Togo

TOGOMALL, symbole du dynamisme entrepreneurial togolais

Réunis au CETEF, les acteurs de TOGOMALL ont dressé un bilan positif de trois années d'activité. L'Assemblée générale 2026, clôturée par Sandra Amblamba Johnson, met en lumière une plateforme devenue un symbole du dynamisme entrepreneurial togolais et de son ouverture vers les marchés africains.



● Wilson Lawson

Une assemblée générale placée sous le signe de la reconnaissance. L'Assemblée générale 2026 de TOGOMALL s'est tenue au Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF), cadre emblématique des grandes rencontres économiques du pays. La cérémonie de clôture a été présidée par la ministre secrétaire générale de la Présidence du Conseil, Sandra Amblamba Johnson. À cette occasion, elle a salué le parcours remarquable de cette initiative qui, en seulement trois ans, s'est imposée comme la première grande plateforme commerciale entièrement dédiée aux produits togolais.

Trois ans de croissance et plus de 136 entrepreneurs accompagnés

En peu de temps, TO-

GOMALL s'est imposé comme une vitrine incontournable du savoir-faire national. La structure offre aujourd'hui une plateforme de visibilité et de commercialisation à plus de 136 entrepreneurs locaux, contribuant ainsi à la structuration progressive du secteur privé togolais. Pour les autorités, cette performance illustre la montée en puissance d'un écosystème entrepreneurial capable de se professionnaliser et de s'ouvrir à de nouvelles perspectives de croissance.

Le « Made in Togo », un levier de compétitivité continentale

Au-delà de son rôle commercial, TOGOMALL s'inscrit dans une dynamique plus large liée à l'intégration économique africaine, notamment à travers la Zone de libre-échange continentale (ZLECAf).

L'initiative ambitionne de transformer le « Made in Togo » en un véritable label de qualité et de compétitivité, capable de rivaliser sur les marchés régionaux et continentaux.

Hommages et reconnaissance des partenaires

La cérémonie a également été marquée par un hommage appuyé à la présidente du Conseil d'administration, Ige Olatokunbo, pour son engagement dans le développement de la plateforme. La ministre a aussi salué la contribution des députés, institutions financières, partenaires publics et privés, ainsi que l'ensemble des exposants, dont l'implication a permis de consolider cette initiative devenue un outil stratégique de promotion des produits locaux.

Un outil pour la transformation économique



Pour le gouvernement togolais, TOGOMALL représente désormais bien plus qu'un simple espace de vente. Il constitue un levier structurant pour la transformation économique, en favorisant la consommation locale, la création de valeur ajoutée et la préparation des entreprises aux exigences du marché africain intégré. Trois ans après son lancement, la plateforme confirme ainsi son ambition : faire du savoir-faire togolais un moteur de croissance et de rayonnement au-delà des frontières nationales.

Image du jour

Global Gateway
Financé par l'Union Européenne

AFRICA-EUROPE
YOUTH ACADEMY

NEW LEADERS LAB
COHORTE 1
APPEL À CANDIDATURE

Ouvert jusqu'au 19 juillet 2026

POSTULEZ MAINTENANT
Scannez le QR Code

Vous avez entre 18 et 30 ans ? Bénéficiez d'une FORMATION GRATUITE en LEADERSHIP et ENTREPRENEURIAL dans les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Guinée, Kenya, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, RDC, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Togo, Zambie.

15 PAYS

mis en œuvre par

EXPERTISE FRANCE GROUPE AFD

AGENZIA ITALIANA PER LA COOPERAZIONE ALLO SVILUPPO

AUX DÉCIDEURS ...

L'Afrique entrepreneuriale se raconte

Il est des hommages qui dépassent la simple cérémonie pour devenir des marqueurs d'époque. Celui rendu par la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-To-go), le 20 juin 2026, à Gervais Koffi Djondo et au Dr Paul Kammogne Fokam appartient à cette catégorie rare d'événements où la reconnaissance se transforme en message politique et économique adressé à tout un continent.

Au-delà de la solennité de la rencontre, organisée sous l'impulsion des plus hautes autorités, c'est une idée forte qui s'est imposée : l'Afrique ne manque ni de visionnaires, ni de bâtisseurs, ni d'expériences réussies. Elle manque parfois de mise en récit structurée de ses propres réussites, capables d'inspirer, de guider et de structurer les trajectoires futures. Le choix de Gervais Koffi Djondo et du Dr Paul Kammogne Fokam n'est pas anodin. Il renvoie à deux trajectoires qui ont profondément marqué l'architecture économique du continent.

D'un côté, Gervais Koffi Djondo, pionnier de l'intégration financière africaine, cofondateur d'Ecobank et promoteur d'ASKY Airlines, incarne cette génération qui a osé penser des institutions économiques transfrontalières à une époque où l'idée même d'intégration régionale relevait du pari. De l'autre, le Dr Paul Kammogne Fokam, fondateur d'Afriland First Bank et initiateur des Mutuelles Communautaires de Croissance (MC2), représente une autre voie tout aussi essentielle : celle de l'inclusion financière, de l'ancrage local et de la démocratisation du capital.

Deux trajectoires différentes, mais un même fil conducteur : la conviction que le développement africain ne viendra pas uniquement des politiques publiques ou de l'aide extérieure, mais de la capacité du continent à structurer ses propres instruments économiques. La présentation de l'ouvrage commun intitulé « Deux capitaines d'industrie se rencontrent » marque une rupture intéressante avec les formes classiques de narration entrepreneuriale. Comme l'a souligné le professeur Guy Missodey, il ne s'agit pas ici d'une simple autobiographie croisée, mais d'un texte à forte densité argumentative, construit autour de treize contributions alternées. Cette architecture donne au livre une dimension singulière : celle d'un laboratoire d'idées économiques.

Ce choix est loin d'être anecdotique. Dans un contexte africain où les récits de réussite sont souvent fragmentés ou individualisés, ce type d'ouvrage propose autre chose : une grille de lecture. Il ne raconte pas seulement des succès, il tente d'en dégager les logiques, les conditions et les exigences.

L'un des apports majeurs de cette initiative réside dans la clarification d'un concept souvent galvaudé : le panafricanisme économique. Les deux auteurs défendent une approche pragmatique, fondée sur la création de valeur, la compétitivité et la montée en capacité productive du continent. Il ne s'agit plus d'un panafricanisme émotionnel ou uniquement politique, mais d'un panafricanisme de résultats.

Dans un monde économique décrit comme un champ de compétition permanent, les auteurs invitent les entrepreneurs africains à se doter d'outils adaptés. Non pas pour imiter les modèles extérieurs, mais pour construire des stratégies endogènes capables de résister aux mutations globales. Au-delà des discours et des distinctions, cet hommage porte un message clair aux jeunes générations : l'Afrique ne se construira pas sans une élite entrepreneuriale solide, formée, structurée et consciente des enjeux mondiaux.

Le parcours de Djondo et de Fokam rappelle que l'entrepreneuriat africain n'est pas un phénomène récent ni improvisé. Il s'inscrit dans une histoire déjà longue, faite d'audace, d'innovation institutionnelle et de prise de risque.

En honorant ces deux bâtisseurs de l'économie africaine, la CCI-Togo ne célèbre pas seulement le passé. Elle interpelle le présent. Elle rappelle aux institutions, aux États, au secteur privé et aux universitaires que le développement est un effort collectif, où chaque acteur a un rôle structurant à jouer. Dans un contexte de transformations économiques accélérées, de concurrence mondiale accrue et de recherche de souveraineté économique, l'Afrique ne peut plus se contenter de subir les dynamiques extérieures. Elle doit les anticiper, les comprendre et, surtout, les influencer.

L'hommage rendu à Gervais Koffi Djondo et au Dr Paul Kammogne Fokam dépasse donc la reconnaissance individuelle. Il s'impose comme un signal : celui d'une Afrique qui regarde ses bâtisseurs non pas comme des symboles figés, mais comme des sources d'inspiration active. Et peut-être est-ce là l'essentiel : transformer la mémoire économique en levier d'avenir.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes. Source : tresor.economie.gouv.fr

Marcellin S. Gandonou à propos du leadership & management

« L'Afrique doit bâtir son propre modèle »

Dans le cadre du séminaire de formation que SENAKPON GROUP organise sous le thème MANAGEMENT ET LEADERSHIP - « LE CODE SECRET DU LEADERSHIP ET DU MANAGEMENT EN AFRIQUE - PILOTER LA PERFORMANCE ET INSPIRER EN PUISANT DANS LA CULTURE ET LES VALEURS AFRICAINES », Marcellin S. GANDONOU, Coach-Formateur et Conférencier international, CEO de SENAKPON GROUP donne plus de détails sur cette rencontre de trois jours qui ambitionne de proposer un modèle de leadership et de management profondément ancré dans les réalités africaines. L'objectif est de montrer que la performance durable ne repose pas uniquement sur des méthodes importées, mais sur leur contextualisation aux codes culturels, aux valeurs et aux dynamiques humaines propres à l'Afrique. À travers cet entretien, Marcellin S. GANDONOU, développe les fondements de son approche, ainsi que les enseignements clés de ce séminaire destiné aux dirigeants, managers et entrepreneurs africains.

L'économiste du Togo : Pourquoi avoir choisi le thème « Piloter la Performance et inspirer en puisant dans la culture et les valeurs africaines » pour ce séminaire ?

Marcellin S. GANDONOU : C'est une mission que nous nous sommes donné à SENAKPON GROUP à travers cette démarche. Montrer et démontrer que le leadership et le management étaient déjà pratiqués en Afrique et sont contenus les pratiques ancestrales. Beaucoup sont souvent convaincus que les concepts de leadership et de management sont occidentaux. Et puis de façon générale, nous sommes conditionnés à tel point que nous estimons que tout ce qui vient de l'extérieur est meilleur que ce que nous possédons. Mais si nous n'utilisons pas nos propres richesses, d'autres les exploreront, exploiteront et nous les revendront cher.

Ce séminaire est conçu pour révéler un système de pilotage stratégique profondément ancré dans nos codes culturels africains, seul moyen de réconcilier durablement l'engagement de nos équipes et la performance. Même si nous sommes dans un monde globalisé, il n'en demeure pas moins que chaque pays a sa spécificité et c'est la même chose pour nos entreprises et organisations.

De la même manière que les pays doivent avoir leur modèle de développement, nous pensons à SENAKPON GROUP que les entreprises africaines devraient aussi avoir leur modèle de développement et de croissance.

Selon vous, quel est aujourd'hui le principal défi du leadership et du management en Afrique ?

Le grand défi, c'est de retrouver notre « cohérence intérieure ». Beaucoup de dirigeants avancent avec du tumulte en eux parce qu'ils appliquent des logiques étrangers. Notre challenge est de créer des leaders capables de comprendre les cinq piliers et les sept paradoxes culturels africains pour lever les blocages fréquents dans nos entreprises, tout en répondant aux standards internationaux. Vous ne pouvez pas essayer d'ouvrir une porte avec une clé fabriquée ailleurs avec des mesures et des dimensions qui ne tiennent pas compte de la serrure de votre porte, vous allez endommager votre serrure si vous forcez. C'est pour cela que beaucoup de nos entreprises et Etats d'ailleurs qui utilisent des concepts qui ne fonctionnent pas, mais insistent, provoquent des résistances et des conflits dans les équipes. Mais nous continuons en espérant des résultats différents.

Vous affirmez que l'importation directe des modèles occidentaux de management constitue un frein à la performance des entreprises africaines. Pouvez-vous expliquer ce constat ?

C'est un principe simple : nous sommes dans un conditionnement qui fait que nous estimons plus ce qui vient de l'extérieur. Nous avons tous un défi de confiance en nous même, en nos valeurs, en nos pratiques et beaucoup ignorent l'histoire glorieuse de l'Afrique. Nous avons des difficultés à nous assumer. C'est vrai que cela peut s'expliquer par beaucoup de séquences de notre histoire depuis l'esclavage à la colonisation jusqu'au néocolonialisme ou nous avons été déstructuré et nous sommes arrivés à ne plus



croire en nous. Ceci dit à un moment donné il faut se lever, faire des choix et s'assumer. Les peuples et les pays conçoivent les modèles d'abord pour eux-mêmes, pour leur développement et bien être. Vous pouvez vous inspirer de certains points qui vous semblent pertinents, mais faire du copie-copie n'a pas de sens. C'est pour cela que depuis des décennies les concepts venus des institutions de BRETTONS WOODS ne fonctionnent pas avec nos pays. Mais tous les jours on en importe.

Imposer ou utiliser une méthode de management importée et non adaptée à un collaborateur africain, c'est lui demander de produire un résultat qui ne tient pas compte de ses codes socio-culturels et besoins. Cela génère de la friction et inévitablement de l'échec ou de la contreperformance

En quoi le principe de contextualisation est-il essentiel pour réussir à manager efficacement en Afrique ?

Vous savez, l'eau comme élément de la nature est la même partout dans le monde, mais elle prend la forme du récipient dans lequel vous la versez. Ce n'est parce qu'elle prend la forme d'un récipient qu'elle perd sa qualité d'eau. Un concept à beau être joli, s'il n'est pas contextualisé, il ne va pas prospérer. Comme nous l'enseigne la sagesse : « Le chien a beau avoir quatre pattes, il ne peut emprunter deux chemins à la fois ». L'entreprise africaine doit choisir son chemin. La contextualisation permet de traduire des lois universelles dans un langage que l'Africain comprend. Les anciens connaissaient déjà les principes nécessaires pour chaque domaine de la vie. Manager efficacement, c'est puiser dans cette source pour obtenir l'adhésion volontaire des équipes. In fine c'est de mettre en évidence les parallèles entre les principes de management endogènes préexistants avec les concepts contemporains pour faire sortir une authenticité et conduire nos entreprises à de la performance qui règle nos défis.

Quels sont, selon vous, les principaux codes culturels africains que les managers doivent comprendre pour mieux diriger leurs équipes ?

Il est vital de comprendre par exemple, la gestion de la

"FACE" et de l'honneur, ce que nous abordons à travers le **Protocole FACE**. Dans nos cultures, le silence n'est pas toujours un consentement ; l'évitement est souvent la traduction d'un blocage profond. Le manager doit posséder les codes pour déchiffrer la sagesse et les non-dits de ses collaborateurs

Comment concilier autorité, bienveillance et proximité sans tomber dans l'autoritarisme ou le laisser-faire ?

Il s'agit d'appliquer ce que nous appelons la « Grille PROX' » et le « Rituel KI ». L'objectif est d'apprendre comment être proche de ses équipes sans verser dans l'amusement. Le leader doit incarner les deux faces du manager de proximité : être ce dirigeant bienveillant qui comprend les réalités de son collaborateur, mais maintenir une exigence implacable sur les résultats de l'entreprise et de l'organisation.

Pouvez-vous donner un exemple concret où une méthode de management importée a échoué faute de contextualisation ?

Prenons l'évaluation à 360 degrés. Imposer à un collaborateur de critiquer ouvertement son supérieur hiérarchique ou un aîné heurte frontalement nos valeurs de respect de l'âge. Les retours sont biaisés, l'outil devient inopérant. C'est comme essayer de réparer le trou d'une bouche : ce qui en sort de manière inappropriée a un effet dévastateur. « On répare le trou d'un vêtement mais pas le trou dans la bouche ». Beaucoup deviennent des freins au développement de l'entreprise ou à la mise d'un environnement de bien être parce qu'ils ont perdu la FACE ou leur autorité à été bafoué.

Le séminaire propose plusieurs modèles et méthodes comme « NGANGE », « Délégation Royale », « Palais » ou encore le leadership « NA NA ». Que représentent ces concepts ?

Ce sont des leviers endogènes. **LE MODELE CAMÉ-LÉON**, par exemple, enseigne l'agilité face aux blocages. La « **DELEGATION ROYALE** » consiste à déléguer efficacement la tâche tout en conférant la dignité et la responsabilité à l'exécutant. Tous ces concepts sont les clés pour décoder nos propres sagesse et les transformer en outils de performance organisationnelle.

La délégation est souvent perçue en Afrique comme un désengagement du chef. Comment votre modèle de « Délégation Royale » permet-il de dépasser cette perception ?

La « Délégation Royale » enseigne comment confier une mission sans donner l'impression de perdre son autorité ou de se désengager. Comme le dit un proverbe : « on ne peut pas faire cuire un œuf et, au même moment, le couvrir ». Le leader donne l'impulsion et la confiance, mais il laisse son collaborateur éclore et accomplir le travail. Parfois aussi il faut laisser une marge d'erreur aux gens pour qu'ils apprennent d'eux-mêmes et c'est comme cela qu'on grandit. Dans nos villages, quand les enfants s'amusaient avec le feu, les parents les laissent, pour que les enfants apprennent la dangerosité du feu.

Suite à la page 04

Suite de la page 03

Mais les mêmes parents interdisent aux enfants de s'amuser au bord de l'eau, parce que la noyade ôte la vie définitivement.

Comment transformer les indicateurs de performance en outils de développement collectif ?

En comprenant la loi de l'abondance et de la semence. Il ne s'agit pas de presser les collaborateurs pour obtenir des résultats qui tuent la poule aux œufs d'or. La performance doit être construite fil par fil, car « petit à petit le coton devient pagne ». Un résultat durable respecte l'écologie humaine de l'entreprise. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas aller vite, au contraire la structuration dans un rythme soutenu et dans un mouvement d'ensemble.

Quels profils de participants cible principalement ce séminaire ?

C'est un séminaire exclusif et réservé uniquement aux dirigeants et aux cadres : Les PCA, PDG, DG, DGA, DRH... Ce sont eux qui tiennent le gouvernail et qui ont le pouvoir d'opérer cette transformation systémique. « Le poisson pourri souvent par la tête », par conséquent à partir du moment où la tête est bien-pensante et bien faite, tout le reste suit le mouvement.

Quelles transformations concrètes les participants pourront-ils observer dans leur manière de manager à l'issue des trois jours ?

Ils découvriront de nouveaux outils. Par exemple, grâce à la MATRICE D4, ils sauront décider en 30 secondes quel modèle adopter selon l'urgence de la situation et la maturité de leur équipe. C'est un gain de temps et d'efficacité immédiat

Comment ce programme aide-t-il les dirigeants à développer une présence et une autorité naturelles adaptées au contexte africain ?

« Le lion ne rugit pas pour annoncer sa venue mais pour affirmer sa présence ». La vraie autorité est silencieuse. Nous allons maîtriser la grille IE-AFRIQUE et le Protocole 3S. Cela permet de capter l'attention sans avoir besoin d'élever la voix, et de comprendre ce que vos collaborateurs ne vous disent pas. La loi du silence permet de bâtir une véritable cohérence intérieure.

Le séminaire prévoit un accompagnement post-formation. Pourquoi cet accompagnement est-il important pour ancrer durablement les nouvelles pratiques ?

Parce que « l'habitude endort la prudence ». L'homme n'aime pas être dérangé et retourne facilement dans sa zone de confort. L'accompagnement permet d'arrêter définitivement d'être un dirigeant « héros » indispensable, pour construire un système qui fonctionne de manière autonome, même en votre absence.

Quel regard portez-vous sur l'évolution du leadership africain ces dernières années ?

Je vois beaucoup d'espérance, et « l'espérance est le pilier du monde ». Les dirigeants réalisent de plus en plus que pour bâtir de grandes choses, nous devons opérer avec nos propres codes. Il y a un éveil des consciences extraordinaire sur le continent. L'éveil est une bonne chose mais il faut de l'action « Celui qui est instruit mais n'agit pas, est comme quelqu'un qui laboure sans semer ». Nous devons arrêter de seulement constater les choses et passer à l'action, même si celle-ci n'est pas parfaite, « c'est petit à petit que le coton devient pagne ».

Quel message souhaitez-vous adresser aux dirigeants, managers et entrepreneurs qui

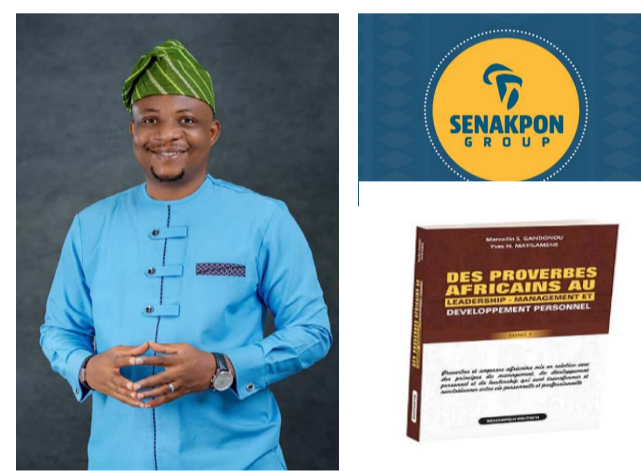
hésitent encore à repenser leur modèle de management ?

« Quand la jambe ne marche pas, l'estomac ne mange pas ». Si vous ne faites rien pour changer vos méthodes, vous n'aurez pas de résultats différents. La vérité rugit peut-être l'œil lorsqu'on réalise l'inefficacité des modèles importés, mais elle ne le transperce pas. Prenez en charge votre destin managérial pour créer de la croissance et du développement durable dans vos entreprises. La bonne nouvelle c'est que ce ne sont pas seulement vos entreprises qui profiteront de cette croissance, vos collaborateurs, leurs familles, leurs communautés, nos pays, le continent et cela impactera le monde entier.

Si vous avez en votre possession une baguette magique, que feriez-vous avec ?

J'insufflerais instantanément la « mentalité de l'abondance » dans l'esprit de chaque dirigeant africain. Je ferais comprendre à tous que notre culture n'est pas un complexe, mais qu'il a en elle de l'abondance en abondance pour réussir et influencer positivement la génération présente et future de notre continent.

Réalisation: Joël Yanclou



CEDEAO

Lomé accueille la Quinzaine régionale du commerce transfrontalier féminin

Lomé accueille depuis le jeudi 18 juin, et ce jusqu'au 29 juin, la Quinzaine régionale du commerce transfrontalier à petite échelle exercé par les femmes de l'espace CEDEAO.

Organisée par le Centre de la CEDEAO pour le développement du genre (CCDG), cette rencontre mobilise des femmes opératrices économiques de plusieurs pays ouest-africains, ainsi que des représentants d'institutions financières, des organisations régionales et des décideurs des États membres. Elle se veut une plateforme de capitalisation et de partage des résultats issus des trois précédentes campagnes d'information et de sensibilisation menées sur les corridors Tema-Ouagadougou, Dakar-Banjul-Bissau et Abidjan-Lagos. Elle vise également à mettre en lumière les avancées enregistrées par la CEDEAO dans ce domaine ainsi que les préoccupations et priorités des femmes commerçantes transfrontalières. À travers cette rencontre commerciale et cette exposition, la CEDEAO entend faire de chaque femme un



acteur clé de l'intégration régionale. « Elle contribue de façon significative à la vitalité économique et au développement socio-économique de notre espace communautaire », a indiqué Badanam Patoki, ministre togolais de l'Économie et de la Veille stratégique. Le responsable gouvernemental a souligné que cette quinzaine constitue une étape importante dans la promotion d'un commerce régional plus inclusif, plus sécurisé et davantage favorable aux femmes. « Les frontières de notre région ne doivent plus être des barrières, mais des leviers de développement, d'intégration et de prospérité

partagée », a-t-il déclaré. De manière spécifique, l'événement vise à renforcer les acquis à travers la capitalisation des données, la systématisation des retours d'expérience et l'ajustement des programmes existants. Il offre également un cadre de dialogue entre les États membres, les organisations féminines, les institutions financières, les administrations douanières, les forces de sécurité et les partenaires techniques et financiers. Organisée sur l'esplanade du Palais des Congrès de Lomé, cette rencontre devrait permettre d'éla-

borer un agenda opérationnel définissant les futures interventions autour de projets structurants. Elle servira également à sensibiliser les acteurs du secteur sur les textes et réglementations encadrant le commerce transfrontalier dans l'espace communautaire. Pour la CEDEAO, cette quinzaine régionale marque une nouvelle étape dans la construc-

tion d'un marché régional plus intégré, plus accessible et plus favorable à

l'autonomisation économique des femmes.

Avec Togo First



Cours des devises du lundi 22 juin 2026

DEVISE	ACHAT	VENTE
Euro	655,957	655,957
Dollar us	569,250	576,250
Yen japonais	3,510	3,570
Livre sterling	752,500	759,500
Franc suisse	705,500	711,500
Dollar canadien	400,500	407,500
Yuan chinois	83,750	85,500
Dirham Emirats Arabes Unis	154,500	157,500

Source: BCEAO

Inflation à 0,7% ; dette à 61% du PIB

Les signaux économiques restent au vert au Togo

La deuxième session ordinaire de 2026, le Conseil National du Crédit du Togo, tenue à Lomé le 18 juin dernier, a dressé un état des lieux de l'économie nationale. Entre résilience macroéconomique, digitalisation financière et défis de financement des secteurs productifs, les autorités appellent à une mobilisation accrue du secteur bancaire.

● **Joël Yanlo**

Une économie togolaise résiliente malgré un contexte mondial incertain. La deuxième session ordinaire du Conseil National du Crédit (CNC) s'est tenue le 18 juin 2026 à Lomé, sous la présidence du ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki, représentant le ministre des Finances et du Budget. Dès l'ouverture des travaux, le ministre a salué la nomination du nouveau Directeur national de la BCEAO au Togo, Ekoué Djro Glokpor, dont l'expertise est appelée à renforcer la qualité des travaux du Conseil. Dans un environnement mondial marqué par les tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, et leurs répercussions sur les prix de l'énergie, le gouvernement togolais entend renforcer la résilience de l'économie nationale. Pour les autorités, la consolidation des acquis économiques passe par une meilleure capacité à absorber les chocs extérieurs.

Croissance solide soutenue par la transformation structurelle

Malgré un léger ralentissement, l'économie togolaise affiche des perspectives encourageantes. Le taux de croissance est désormais estimé à 6,3% en 2026, contre une prévision initiale de 6,5%, après 6,1% en 2025. Cette légère révision à la baisse s'explique par un ralentissement des secteurs secondaire et tertiaire. En revanche, le secteur



primaire maintient sa stabilité, avec une contribution de 1,1%. Selon le ministre, cette résilience reflète une transformation structurelle progressive de l'économie togolaise, qui évolue d'un modèle centré sur le transit vers une économie de transformation à plus forte valeur ajoutée. Deux infrastructures stratégiques illustrent cette mutation : la Plateforme Industrielle d'Adetikopé, qui favorise la transformation locale des matières premières, et le Port Autonome de Lomé, qui consolide sa position de hub logistique régional grâce au transbordement maritime.

Inflation maîtrisée et une dette sous contrôle



Autre indicateur encourageant : la maîtrise de l'inflation. À fin avril 2026, le taux d'inflation moyen est ressorti à 0,7%, contre 1,7% un an plus tôt. Ce niveau, largement en dessous de la norme communautaire de 3%, offre au gouvernement une marge de manœuvre pour atténuer les effets de la hausse récente des prix des produits pétroliers. La dette publique suit également une trajectoire maîtrisée. Elle s'établit à 61% du PIB à fin mars 2026, contre 64% à fin décembre 2025, en dessous du plafond communautaire fixé à 70%. Pour le gouvernement, ces performances macroéconomiques n'ont de sens que si elles se traduisent par

une amélioration tangible des conditions de vie des populations.

La digitalisation accélère l'inclusion financière

Le CNC a également exposé les évolutions du secteur financier, marquées par une forte transition numérique. La quasi-totalité des banques de la place ont finalisé le déploiement de leurs services digitaux. Plusieurs établissements sont désormais connectés à la plateforme interopérable de paiement instantané de l'UEMOA. Cette modernisation a contribué à améliorer l'inclusion financière. Le taux d'utilisation des services bancaires est passé de 30,1% à 32,2% en un an. Le ministre a toutefois in-

sisté sur un impératif : la digitalisation ne doit pas conduire à une déshumanisation de la relation bancaire. L'enjeu reste de faire du numérique un levier d'inclusion pour les populations encore exclues du système financier classique.

Le financement de l'économie réelle au cœur des préoccupations

Malgré les avancées observées, plusieurs déséquilibres persistent dans l'allocation du crédit. Les taux d'intérêt des crédits ordinaires ont légèrement baissé à 7,5% au premier trimestre 2026. Parallèlement, les dépôts bancaires ont progressé de 7% pour atteindre 3 491 milliards FCFA, tandis que ceux de la microfinance ont bondi de 13% à 476 milliards FCFA. Cependant, un paradoxe demeure : alors que les institutions de microfinance ont accru leurs nouveaux crédits de 30%, les banques ont réduit les leurs de 15%, privilégiant davantage les placements sur les marchés financiers régionaux. Cette situation interroge sur la capacité du système bancaire à soutenir efficacement l'économie réelle. Le ministre a notamment appelé à un recours accru à l'ADTPME pour structurer les TPME et faciliter leur accès au financement.

Agriculture, habitat et TPME : les secteurs encore sous-financés

Le CNC a pointé une faiblesse majeure : la faible

part des financements accordés aux secteurs stratégiques. L'agriculture ne capte que 1,5% des concours bancaires, tandis que l'habitat ne bénéficie que de 1,1% des financements. Dans le même temps, 70% des nouveaux crédits restent concentrés sur une poignée de grandes entreprises. Le gouvernement appelle à une mobilisation plus forte des banques autour des mécanismes de garantie et de partage des risques, notamment via le MIFA, le FAGACE, le FSA et African Guarantee Fund West Africa.

Réduire les risques pour relancer le crédit

Le deuxième grand défi identifié concerne la qualité des portefeuilles bancaires. Le taux brut de dégradation des portefeuilles a doublé en un an pour atteindre 13,4%, plaçant la moitié des banques au-dessus du seuil d'alerte de 10%. Face à cette situation, les banques sont invitées à renforcer leurs stratégies de recouvrement afin de ramener ce taux sous la barre des 5% à l'horizon 2027. Pour les autorités, la réussite de cette trajectoire repose sur un équilibre subtil entre rigueur dans la gestion des risques et audace dans le financement de l'économie productive.



Bénin

La BIIC affiche un bénéfice net en hausse de 24,7 % à fin 2025

La BIIC, détenue majoritairement par l'État béninois, annonce un bénéfice net de 36,2 milliards FCFA en 2025 selon les normes IFRS. Toutefois, ses comptes établis selon le référentiel PCB OHADA affichent un résultat de 24,2 milliards FCFA, soit un écart de près de 12 milliards FCFA.

La Banque internationale pour l'industrie et le commerce (BIIC) a publié samedi 20 juin son premier rapport établi selon les normes IFRS, depuis son introduction à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) en avril 2025. Le document portant sur l'exercice 2025 fait ressortir une progression de 24,7 % du bénéfice net de la banque, qui a atteint 36,2 milliards FCFA (63,2 millions \$) à fin 2025, contre 29,1 milliards FCFA un an plus tôt. Cette évolution repose sur la croissance de son activité bancaire. Le produit net bancaire (PNB), équivalent à son chiffre



d'affaires, s'est établi à 52,8 milliards FCFA à fin 2025, en hausse de 16,5 % par rapport à 2024. La marge nette d'intérêts a atteint 40,8 milliards FCFA, en progression de 17,1 %, portée par l'expansion du portefeuille de crédits. Les commissions nettes ont également progressé de 18,1 % pour atteindre 10,6 milliards FCFA, traduisant une diversification croissante des sources de revenus de la banque.

Crédit et collecte

La BIIC a poursuivi le développement de ses activités de financement et de collecte de ressources. À fin décembre 2025, les crédits accordés à la clientèle s'élevaient à 1151 milliards FCFA, en hausse de 37,3 % sur un an. Dans le même temps, les dépôts collectés ont progressé de 29,4 % pour atteindre 1 181 milliards FCFA. La banque revendique une part de marché

de 31,6 % sur les crédits et de 25,6 % sur les dépôts. Cette progression de l'activité s'est accompagnée d'une amélioration de l'efficacité opérationnelle. Le coefficient d'exploitation de la BIIC est ressorti à 31,1 % à fin 2025, contre 31,8 % un an auparavant. Cette évolution traduit une croissance des revenus supérieure à celle des charges d'exploitation. Dans le prolongement de ces performances, la banque a annoncé la distri-

bution d'un dividende brut de 268 FCFA par action au titre de l'exercice 2025. Ces résultats interviennent un peu plus d'un an après l'introduction de la BIIC à la BRVM. L'établissement est devenu le 28 avril 2025 la quinzième banque cotée sur le marché financier régional, la troisième société béninoise admise à la cote et la deuxième entreprise du secteur financier du Bénin après BOA Bénin. La publication de ses comptes IFRS pour

2025 suscite des interrogations chez certains observateurs du marché. Alors que le rapport de gestion IFRS fait état d'un bénéfice net de 36,2 milliards FCFA, les états financiers établis selon le référentiel comptable PCB OHADA et mis à la disposition des actionnaires de la banque affichent un résultat net de 24,2 milliards FCFA, en baisse de 20 % au titre du même exercice.

Avec Agence Ecofin

Numérique

Le Sénégal bascule les paiements de santé publique vers le mobile money

Dans un contexte de transformation numérique des services publics, le Sénégal accélère la dématérialisation des paiements dans le secteur de la santé pour moderniser la gestion des établissements sanitaires tout en simplifiant l'accès des usagers aux soins.

Le ministère sénégalais de la Santé et de l'Hygiène publique a signé, lundi 15 juin à Dakar, une convention cadre avec Orange Finance Mobile Sénégal (OFMS) pour accélérer la numérisation des paiements dans les établissements publics de santé. L'initiative vise à simplifier les démarches des usagers, améliorer la gestion financière des structures sanitaires et renforcer l'accès aux services de santé à travers le pays. Dans le cadre de ce partenariat, les deux parties prévoient d'élargir l'utilisation des solutions de paiement électronique dans les hôpitaux, centres de santé et autres établissements publics. Selon les autorités, cette évolution devrait permettre de réduire les paiements en espèces, d'améliorer la traçabilité des transactions et de sécuriser davantage les recettes des structures sanitaires. Orange Finance Mobile Sénégal est déjà présent dans plus de 600 pharmacies et plus de 200 structures de santé publiques et privées du pays. L'opérateur entend s'ap-



puyer sur son réseau et son expertise dans les services financiers numériques pour faciliter les paiements de soins, y compris dans les zones éloignées où l'accès aux services bancaires demeure limité. Cette initiative intervient dans un contexte de forte progression des paiements numériques au Sénégal. Selon les données relayées par la BCEAO, le pays est devenu en 2024 le premier marché de monnaie électronique de l'UEMOA, représentant 24,1 % du volume régional des transactions. Le mobile money constitue désormais l'un des principaux moteurs de l'inclusion financière dans le pays. La dynamique se reflète également dans les performances des opérateurs. Le service Orange Money revendiquait 13

millions de clients actifs en 2025 et près de 3,8 milliards de transactions réalisées au cours de l'année, illustrant l'ancrage croissant des paiements dématérialisés dans les usages quotidiens des Sénégalais. La convention s'inscrit plus largement dans l'Agenda Sénégal 2050 et le New Deal Technologique, qui placent le numérique au cœur de la modernisation des services publics. Pour le gouvernement, la numérisation des paiements devrait contribuer à améliorer la gouvernance des établissements de santé, renforcer la transparence dans la gestion des ressources et faciliter l'accès des citoyens à des services publics plus efficaces.

Avec Agence Ecofin

Priorités socio-économiques

Afreximbank signe un accord de prêt de 500 millions USD avec la Banque centrale de Tunisie

Le Caire Égypte, le 22 juin 2026 – La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank), a annoncé le 22 juin 2026, la signature d'un accord de facilité de prêt à terme d'un montant de 500 millions de dollars US avec la Banque centrale de Tunisie agissant pour le compte du Ministère des Finances de la République Tunisienne, afin de soutenir le pays dans la mise en œuvre de ses principales priorités socio-économiques.

• Vivien Atakpabem

La facilité a été signée au siège d'Afreximbank lors d'une réunion à laquelle ont participé Dr. George Elombi, Président d'Afreximbank et Président du Conseil d'administration de la Banque, et Fethi Zouhaier Nouri, Gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, ainsi que de hauts responsables des deux institutions. Cette facilité, qui s'ajoute aux 1,2 milliard de dollars américains déjà décaissés en faveur de la Banque centrale, aidera le gouvernement Tunisien à honorer ses échéances de dette commerciale, à financer l'importation de biens essentiels, notamment les carburants, les engrais et les produits alimentaires, et à renforcer l'accès aux liquidités en devises étrangères. Cette opération renforce également le rôle contractuelle d'Afreximbank ainsi que son engagement en faveur de la transformation économique et structurelle du continent. Dr. George Elombi, Président



d'Afreximbank et Président du Conseil d'administration de la Banque a souligné : « Cette facilité réaffirme le ferme engagement d'Afreximbank à soutenir la Tunisie ainsi que le développement socio-économique durable du continent. Nous remercions le Gouvernement tunisien, à travers la Banque centrale de Tunisie et le Ministère des Finances, pour le renforcement de cette collaboration, en particulier à un moment critique où les institutions internationales de financement du développement accordent moins de priorité à l'Afrique. Pour nous, le message est sans équivoque : les institutions africaines doivent être à l'avant-garde du développement de l'Afrique ». Fethi Zouhaier Nouri, Gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, a déclaré : « Nous nous félicitons de la pour-

suite de notre partenariat avec Afreximbank, qui apporte un soutien important à la Tunisie à un moment où l'accès au financement du commerce et aux liquidités en devises étrangères demeure essentiel pour assurer les importations indispensables. Cette facilité illustre la valeur ajoutée des institutions financières africaines travaillant ensemble pour répondre à des priorités économiques communes et renforcer la résilience nationale ». À travers ses instruments de financement du commerce, de financement de projets et d'appui à la liquidité, Afreximbank continue d'aider les économies africaines à renforcer leur résilience commerciale, à soutenir les importations essentielles et à accroître leur participation au commerce intra-africain et mondial.

vendredi 19 juin 2026

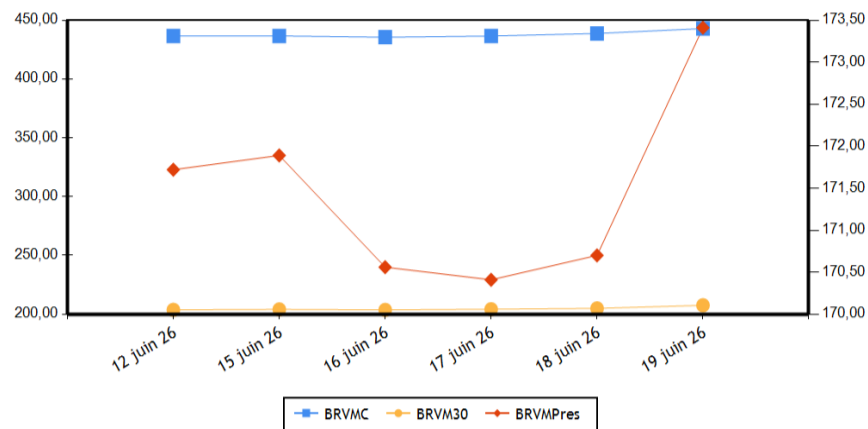
N° 114

BRVM COMPOSITE	442,87
Variation Jour	0,96 % ↑
Variation annuelle	28,09 % ↑

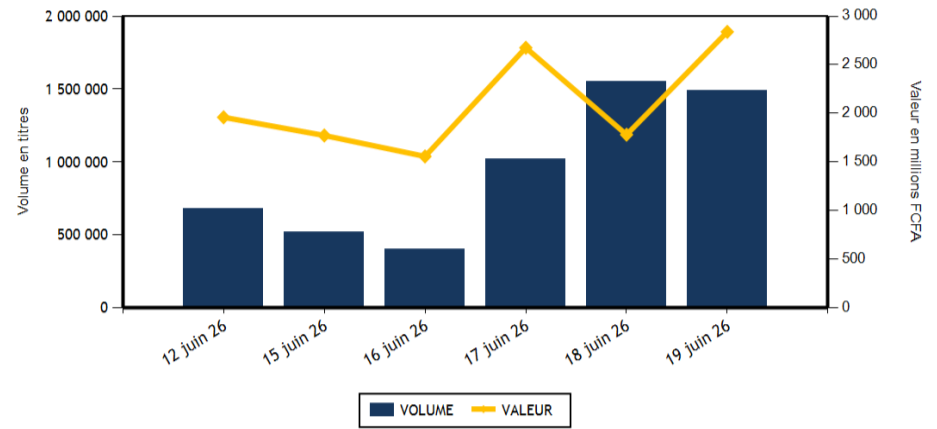
BRVM 30	207,59
Variation Jour	1,29 % ↑
Variation annuelle	24,87 % ↑

BRVM PRESTIGE	173,41
Variation Jour	1,59 % ↑
Variation annuelle	20,21 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	17 060 666 160 153	0,95 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 399 063	-9,36 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 956 816 935	15,84 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	27	3,85 %
Nombre de titres en baisse	14	16,67 %
Nombre de titres inchangés	6	-33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	4 400	7,45 %	33,13 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	16 695	5,00 %	17,16 %
BERNABE CI (BNBC)	2 100	4,22 %	48,94 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 825	3,40 %	27,62 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	2 170	3,33 %	50,17 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	173,41	1,59 %	20,21 %	53 539	925 295 820	12,87
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	315,03	-0,14 %	44,74 %	1 345 524	1 031 521 115	17,26

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	175,32	0,96 %	31,68 %	1 399 063	1 956 816 935	14,37

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	106,19	2,44 %	11,90 %	30 808	664 382 790	10,73
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	214,46	2,03 %	23,95 %	28 692	68 384 455	61,68
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	201,72	0,45 %	38,30 %	1 235 885	780 150 775	13,97
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	277,95	-1,00 %	28,63 %	25 597	223 833 690	9,93
BRVM - INDUSTRIELS	6	217,26	0,48 %	64,18 %	67 343	172 642 415	21,11
BRVM - ENERGIE	4	157,15	1,60 %	41,69 %	7 484	27 522 340	17,70
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	222,67	0,00 %	110,26 %	3 254	19 900 470	20,49

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	14,37
Taux de rendement moyen du marché	6,23
Taux de rentabilité moyen du marché	6,91
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	211
Volume moyen annuel par séance	1 669 011,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 800 287 474,84

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	13 155 080 830 558	0,00 %
Volume échangé	88 232	854,69 %
Valeur transigée (FCFA)	881 873 567	864,64 %
Nombre de titres transigés	9	28,57 %
Nombre de titres en hausse		
Nombre de titres en baisse		
Nombre de titres inchangés	9	28,57 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	2 640	-5,55 %	67,09 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	21 500	-4,02 %	99,44 %
SOGB CI (SOGC)	8 010	-3,49 %	1,39 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 700	-1,82 %	8,65 %
UNILEVER CI (UNLC)	56 000	-1,75 %	63,62 %

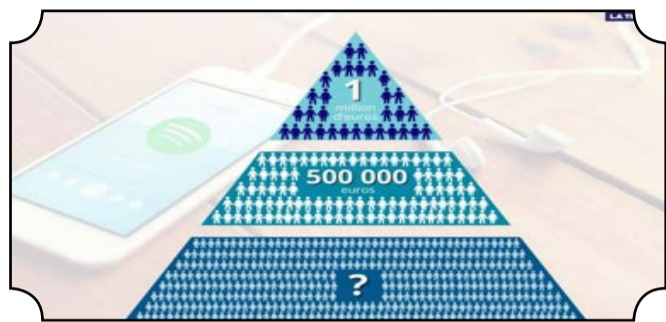
Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	51,50
Ratio moyen de satisfaction	58,03
Ratio moyen de tendance	112,67
Ratio moyen de couverture	88,76
Taux de rotation moyen du marché	0,13
Prime de risque du marché	1,21
Nombre de SGI participantes	35

Musique

319 millions d'euros versés par Spotify aux artistes français

Grâce aux revenus générés par les écoutes, la plateforme de streaming Spotify a versé près de 319 millions d'euros de redevances aux ayants-droit français en 2025 (labels, distributeurs, éditeurs...). Derrière, les artistes ne sont toutefois qu'une centaine à tirer leur épingle du jeu, la grande majorité se cantonnant à quelques centaines ou milliers d'euros.

Alors que de nombreux artistes se produiront sur scène ce dimanche pour la 45^e édition de la Fête de la musique, combien proposent leur catalogue de titres sur Spotify et arrivent à vivre de leur art ? Si le détail n'est pas connu, la plateforme de streaming a indiqué en début de semaine avoir redistribué 319 millions d'euros de redevances aux ayants droit français en 2025, en hausse de 7 % sur un an. Car Spotify ne rémunère pas directement les artistes. Comme expliqué sur son site internet, la plateforme « verse des royalties aux ayants droit des artistes et des auteurs-compositeurs et auteures-compositrices », à savoir les labels, éditeurs, distributeurs, organismes de gestion de collecte... Ce sont eux, ensuite, qui payent les artistes et auteurs-compositeurs selon les contrats établis au préalable. Un peu plus de deux tiers des revenus (70 %) de Spotify sont ainsi fléchés vers les ayants droit. La grande majorité (55 %) à destination des



labels et le reste (15 %) à la Sacem, la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, selon le journal Le Monde. Quant au tiers restant, il reste dans les caisses de Spotify. Une répartition appliquée avec peu ou prou les mêmes proportions par les autres plateformes telles que Deezer, YouTube Music, Apple Music, SoundCloud...

Les « superstars du moment » favorisées

Dans le détail, 100 artistes français ont généré plus de 500 000 euros de redevances en 2025 sur Spotify, un chiffre multiplié par deux par rapport à 2021, selon la plateforme. Et, parmi eux, 35 ont dépassé le million d'euros de redevances, le triple comparé à 2019. Dit

autrement : la très grande majorité des artistes français ont généré moins de 500 000 euros. Et ils sont probablement bien plus nombreux à se contenter de sommes s'élevant au maximum à quatre chiffres tant le mécanisme de redistribution est complexe. Difficile en effet de savoir combien touchent les artistes. Car les plateformes n'appliquent pas un tarif fixe par stream — une durée d'écoute suffisamment longue, fixée à minimum 30 secondes sur Spotify. « Nous payons les ayants droit en fonction de leur part de streams (total au cours d'un mois donné). Si un.e artiste vaut 1 % des streams dans un pays, les ayants droit recevront 1 % des royalties pour l'enregistrement que nous y payons », détaille Spotify. *Avec latribune.fr*

Tech

W, le réseau social européen qui compte défier X

Avec W, l'Europe lance une nouvelle tentative pour s'imposer dans les réseaux sociaux en misant sur l'hébergement des données, l'identité vérifiée et la confiance.

Le réseau social W, conçu comme une alternative européenne à la plateforme X d'Elon Musk, a officiellement lancé sa première version publique. Une entrée dans le grand bain numérique pour un acteur qui entend capitaliser sur un argument central : la confiance. Annoncé en janvier à Davos, W — clin d'œil assumé à la lettre suivant X dans l'alphabet — se positionne comme un concurrent des géants américains en promettant une rupture sur la gestion des données et la lutte contre les contenus automatisés. Basé en Suède, le service revendique une ambition claire : réconcilier réseau social et vérification de l'identité. Dès son lancement, la plateforme a reçu le soutien de plusieurs personnalités européennes, dont le président du Conseil européen António Costa. Dans un premier message publié sur W, le dirigeant portugais a salué « une plateforme sur laquelle les données sont entièrement hébergées en Europe, la lutte contre la désinformation est une priorité, et les utilisateurs sont tous des humains vérifiés ».



« Personne réelle »

Car c'est là le cœur du modèle de W : l'identification obligatoire à l'inscription. Chaque utilisateur doit prouver son identité via une application distincte, en scannant carte d'identité ou passeport. Une fois cette étape franchie, l'usage d'un pseudonyme reste possible, mais la plateforme garantit que chaque compte correspond à une personne réelle. Une différence assumée avec les grands réseaux où prolifèrent faux comptes et contenus automatisés, les fameux « bots ». Dans le sillage de W, d'autres initiatives européennes tentent également de se faire une place dans un marché ultra-concentré. Des projets comme eYou ou Eurosky — une plateforme d'accès à des réseaux sociaux indépendants lancée mi-avril — illustrent une dy-

namique plus large. Bulle, qui se définit comme un « réseau social sain », est apparu en janvier, tandis que Monnett, positionné entre TikTok et Instagram, prévoit une version aboutie début juillet.

Face à des géants

Cette effervescence intervient dans un contexte de tensions persistantes entre l'Europe et les États-Unis sur les questions numériques. Elle alimente l'intérêt pour des alternatives locales aux géants américains, sans pour autant garantir leur succès. Car la marche reste haute. Le paysage européen demeure largement dominé par les plateformes américaines et asiatiques. Facebook et Instagram, appartenant à Meta, cumulent 259 millions d'utilisateurs dans l'Union européenne, devant TikTok (135,9 millions) et X (115,1 millions), selon les données communiquées à la Commission européenne. Reste donc à savoir si ces nouveaux entrants parviendront à transformer l'essai face à des acteurs déjà solidement ancrés dans les usages.

LT (avec AFP)

Chez Meta

La responsable de l'IA au travail part en pleine contestation interne

Deux mois après sa nomination chez Meta, Emily Dalton Smith quitte un chantier stratégique lancé dans un contexte de suppressions de postes et de réorganisation. En interne, le déploiement d'outils traçant clics et frappes pour entraîner des agents IA alimente une défiance croissante parmi les salariés.

La responsable produit du chantier AI for Work de Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp) quitte son poste à peine deux mois après sa nomination, en pleine restructuration et au cœur d'une contestation interne contre des outils de surveillance jugés intrusifs. Selon une note interne obtenue par Reuters, son départ ne modifie pas la feuille de route IA du groupe. En parallèle, Meta déploie aux États-Unis un programme de traçage des clics et frappes des salariés, présenté en interne comme nécessaire à l'entraînement de ses agents.

Un projet né dans la restructuration

Emily Dalton Smith pilotait la « transformation IA du travail » : interface Metamate, automatisations, mémoire et architecture produit. Mais ce chantier s'inscrit dans un programme plus large, Agent Transformation Accelerator, qui vise à développer des agents capables d'exécuter sur ordinateur des tâches aujourd'hui réalisées par des humains, du traitement de texte au CRM, d'après des documents internes cités par Gizmodo. Ce déploiement coïncide avec une réduction d'environ 10 % des effectifs — près de 8 000



postes — ainsi qu'avec des transferts forcés vers des équipes jugées plus alignées sur la stratégie IA, selon la BBC.

Un assistant fondé sur la surveillance

Pour entraîner ses modèles et nourrir Metamate, Meta a mis en place une collecte détaillée des usages informatiques : frappes clavier,

clics, mouvements de souris, captures d'écran et navigation entre applications. L'objectif est de fournir aux agents des exemples réels de procédures afin qu'ils puissent reproduire des séquences complètes et automatiser des tâches. Meta affirme que ces données sont pseudonymisées, qu'elles ne servent pas aux évaluations individuelles et qu'elles sont encadrées

par des garde-fous, avec possibilité de pause temporaire. Mais sur le terrain, de nombreux salariés dénoncent un système « dystopique » déployé dans un contexte de licenciements massifs. Tech Policy Press souligne que ce brouillage entre assistant de productivité et outil de captation des gestes de travail nourrit une défiance durable.

Assistant ou substitut ?

Dans sa communication publique, Meta présente Metamate comme un assistant de productivité capable de résumer des documents, générer du code, préparer des présentations

ou aider à structurer des évaluations. Des retours évoquent déjà son usage dans les rituels managériaux, y compris pour préparer les revues de performance, comme le note NewsGAB. Mais les documents internes décrivent une ambition plus directe : former des agents capables de piloter un ordinateur de bout en bout en reproduisant la manière dont les humains enchaînent les actions dans un workflow. Gizmodo montre ainsi que le vocabulaire interne parle moins d'assistance que d'exécution autonome de tâches aujourd'hui humaines.

(Avec Reuters, Gizmodo et la BBC)



UEMOA : Une croissance parmi les plus dynamiques d'Afrique

Par Carmen Madjé Akakpo

L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) continue d'afficher des performances macroéconomiques remarquables. Portée par l'agriculture, les services, les télécommunications et les investissements publics, la croissance économique de l'Union devrait se maintenir à des niveaux élevés en 2026 (6,5%). Toutefois, la transformation de cette dynamique en amélioration tangible des conditions de vie demeure un enjeu majeur.

L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) confirme sa résilience économique dans un contexte international marqué par les incertitudes géopolitiques, les tensions commerciales et les fluctuations des marchés mondiaux. Regroupant huit pays partageant une monnaie commune et une banque centrale unique, l'Union s'impose progressivement comme l'un des espaces économiques les plus dynamiques du continent africain.

Selon les perspectives économiques publiées par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la croissance économique de l'Union est passée de 6,2 % en 2024 à 6,7 % en 2025. Pour l'année 2026, les prévisions demeurent favorables, avec un taux de croissance attendu autour de 6,5 %.

Cette performance repose sur plusieurs facteurs structurels. Le secteur agricole continue de jouer un rôle essentiel dans la création de richesse au sein de l'espace communautaire. À cela s'ajoutent la progression des services, le développement rapide des télécommunications, l'expansion des



activités extractives ainsi que la poursuite des investissements publics dans les infrastructures.

Dans plusieurs États membres, les projets de modernisation des réseaux routiers, portuaires et énergétiques contribuent à renforcer l'activité économique et à améliorer l'attractivité des territoires pour les investisseurs nationaux et étrangers.

Autre indicateur encourageant : l'évolution de l'inflation. Après les tensions enregistrées à la suite de la pandémie de Covid-19 et des perturbations provoquées par la guerre en Ukraine, la hausse des prix a progressivement ralenti dans l'espace UEMOA. Cette tendance favorise la préservation du pouvoir d'achat des ménages et participe

au maintien de la confiance des acteurs économiques.

Pour de nombreux analystes, la combinaison d'une croissance soutenue et d'une inflation maîtrisée constitue un signal positif pour les entreprises et les investisseurs. Un environnement économique stable facilite en effet la planifi-



cation des investissements et soutient la création d'activités productives.

Cependant, les performances macroéconomiques ne suffisent pas à elles seules à garantir un développement inclusif. Le principal défi pour les années à venir reste la capacité des économies de l'Union à transformer cette croissance en emplois durables, en revenus plus élevés et en amélioration effective des conditions de vie des populations.

Si l'UEMOA peut aujourd'hui se prévaloir de l'une des croissances les plus robustes du continent, la véritable mesure de son succès résidera dans sa faculté à faire bénéficier l'ensemble des citoyens des fruits de cette expansion économique.



HOROSCOPE finance

Bélier De très bonnes influences sur le plan financier. Cinq planètes vont en effet vous aider à faire fructifier vos économies ou, si vous n'en avez pas, à remplir votre bas de laine. Pour ceux qui ont des capitaux placés, la tendance sera très positive. Les investissements comportant une certaine part de risque vous permettront de faire des bénéfices surprenants.

Taureau De petites difficultés financières sont possibles. Mercure, un astre qui influence vos finances, sera en assez mauvaise posture, ce qui pourra provoquer des retards de paiements, ou gêner la conclusion de certaines affaires.

Gémeaux Ayez le bon réflexe de jeter au panier, sans regarder, toute loterie commerciale que vous trouverez dans votre boîte aux lettres. Ce geste vous épargnera bien des déceptions parfois très douloureuses. Car ces loteries constituent actuellement l'un des pièges favoris des arnaqueurs.

Cancer Avec l'influence d'Uranus, l'astre des imprévus, dans le secteur argent, vous devrez agir avec habileté et lucidité si vous voulez tirer votre épingle du jeu. Mais si vous vous en donnez la peine, les résultats pourront être substantiels. Jupiter pourrait bien vous gratifier d'un beau coup de chance.

Lion Evitez de prendre des engagements financiers qui, non reconduits dans quelques mois, se traduiraient par autant de pertes sèches. Par ailleurs, ne faites pas le gros achat que vous envisagez.

Vierge Dans le domaine matériel, il s'agira cette fois surtout de consolider vos acquis. Grâce à des placements sûrs, vous ferez fructifier tranquillement vos ressources. Tentez vos chances cette fois à un jeu de hasard quelconque.

Balance La chance sur le plan matériel sera dans votre camp cette fois. Certains placements à long terme commenceront à se révéler profitables. Vous aurez aussi la possibilité de réaliser une bonne opération financière. Attention, cependant, à ne pas vous laisser tenter par des achats futiles qui grèveraient bêtement votre budget. Soyez économe !

Scorpion Si vous voulez acheter une voiture neuve, n'hésitez pas à mettre en concurrence plusieurs concessionnaires, ce qui devrait vous permettre d'obtenir une remise de l'ordre de 10 %. N'ayez pas peur de négocier, de marchander. Dix pour cent, ce n'est pas rien, non ?

Sagittaire Après les dissonances astrales qui ont dernièrement déséquilibré vos finances, le Ciel se dégagera et vous permettra d'y voir plus clair. Vous devriez en profiter pour vous remettre à flot. Vous ne ferez pas encore d'économies, mais vous sortirez du rouge, ce qui est déjà bien.

Capricorne La journée accusera de multiples retards ou échecs sur le plan associatif, où les natifs devraient évoluer avec une marge de manœuvre extrêmement réduite et une chance particulièrement faible. D'autre part, étudiez soigneusement les propositions financières qui vous seront faites, avant de donner votre accord.

Verseau Dans l'ensemble, vos finances se porteront bien. Mais ce n'est pas une raison pour cesser de demeurer sur une prudente réserve. D'un côté, Mars vous poussera à surévaluer vos possibilités ou vous forcera à des dépenses imprévues et conséquentes dans le domaine familial. Mais d'un autre côté, Pluton vous sera favorable, ce qui rétablira l'équilibre de votre budget.

Poisson Sur le plan financier, efforcez-vous de gérer votre budget avec le maximum de rigueur. Si vous dépensez sans compter à la moindre rentrée d'argent, vous finirez par avoir de sérieux problèmes.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Agoè Assiyéy non loin de la Poste

Email : contact@leconomistedutogo.tg

Site web : www.leconomistedutogo.tg

REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE

(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A

(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO

(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Au cœur des plantations

Immersion des médias dans l'univers du café et du cacao togolais

Des professionnels des médias ont pris part à Kpalimé les 18 et 19 juin 2026, à une formation sur les filières café et cacao. Objectif : renforcer leurs connaissances pour mieux accompagner, à travers des productions spécialisées, le développement de ces secteurs stratégiques pour l'économie togolaise.

• Joël Yanclou

Une initiative pour mieux informer sur deux filières stratégiques. Le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC), en collaboration avec Agri Média, a organisé du 18 au 19 juin 2026 au Grand Hôtel du 30 Août à Kpalimé, un atelier de formation à l'intention des professionnels des médias sur les filières café et cacao. Placée sous le thème « Rôle des médias dans le développement des filières café et cacao au Togo », cette session visait à améliorer la qualité des connaissances des journalistes sur ces deux cultures de rente majeures afin de leur permettre de mieux traiter les enjeux liés à leur développement. L'ambition des organisateurs est d'amener les journalistes à mieux comprendre l'importance économique du café et du cacao, maîtriser l'environnement institutionnel et organisationnel des filières, cerner les défis actuels aux plans national et international, et mieux appréhender leur rôle dans la promotion de ces secteurs.

Une première journée axée sur les fondamentaux

Les travaux ont débuté par une cérémonie officielle marquée par le mot de bienvenue du directeur d'Agri Média, Gilles Podjoley, suivi de l'allocution du représentant du Secrétaire général du CCFCC, Dr Adden Ayi Koffi. Cette première journée a été consacrée à la découverte des fondamentaux des cultures caféières et cacaoyères, à leur



importance économique ainsi qu'à une immersion sur le terrain.

Généralités sur les cultures café et cacao

Animé par Koffigan Kpévon, le premier module a permis aux participants de découvrir les caractéristiques essentielles des cultures du café et du cacao, produites principalement dans la région des Plateaux. Les journalistes ont été initiés à l'origine de ces cultures, aux principales variétés cultivées, aux exigences écologiques, aux techniques culturales ainsi qu'aux maladies et ravageurs qui affectent les plantations. Les différentes étapes post-récolte, notamment la fermentation, le séchage, le décorticage et les mécanismes de commercialisation, ont également été présentées.

Le café et le cacao, piliers de revenus pour des milliers de ménages

Le deuxième module a mis en lumière l'importance économique et sociale des deux filières au Togo. Selon les données présentées, plus de 31 000

producteurs exploitent le café et le cacao sur près de 58 000 hectares de plantations à travers le pays. Ces deux filières contribuent à hauteur de 1,2 % du PIB, génèrent plus de 32 000 emplois directs et environ 93 000 emplois indirects, tout en assurant des revenus à plus de 40 000 ménages. Malgré des volumes de production relativement modestes comparés à certains pays voisins, le Togo mise sur la qualité de son café et de son cacao, ainsi que sur le développement de marchés de niche, pour renforcer sa compétitivité.

Immersion au cœur des plantations

Après les travaux en salle, les participants ont effectué des visites de terrain afin de confronter les connaissances théoriques aux réalités de production. La première étape a conduit les journalistes à Tové, dans une plantation de cacao de plus de quatre hectares appartenant à M. Eboa. Sur place, Dr Adden Ayi Koffi a présenté les caractéristiques du cacaoyer et expliqué les défis auxquels sont confrontés les producteurs. L'après-midi, les participants ont visité

une plantation de caféiers appartenant au producteur Anthelme Waré, avec l'accompagnement d'un agent de l'ICAT. Ces visites ont permis aux journalistes de mieux appréhender les réalités du terrain et les spécificités des deux cultures.

Plongée dans l'histoire des filières

Le troisième module, animé par Dr Adden Ayi Koffi, a porté sur l'historique des filières café et cacao au Togo. Les participants ont retracé l'évolution de ces cultures depuis la période coloniale, leur développement dans le sud-ouest du pays, jusqu'aux réformes majeures intervenues dans les années



1990. L'accent a été mis sur deux périodes clés : celle de l'Office des Produits Agricoles du Togo, puis celle de la libéralisation en 1996, marquée par la création du CCFCC et la dissolution de l'OPAT.

Une deuxième journée orientée vers les enjeux stratégiques

La deuxième journée a permis d'approfondir les dimensions institutionnelles, économiques et internationales des filières. Les participants ont été entretenus sur les missions et le fonctionnement du CCFCC, les mécanismes de fixation des prix au producteur, ainsi que les actions menées en faveur des producteurs, notamment l'appui à la production de plants. Les échanges ont également porté sur les principaux acteurs des filières, les chaînes de valeur, la participation du Togo aux organisations internationales du café et



du cacao, ainsi que les exigences du marché mondial. Une attention particulière a été accordée aux défis actuels, notamment la volatilité des cours internationaux et les nouvelles exigences réglementaires, dont le règlement européen sur la déforestation (RDUE).

Le rôle stratégique des médias dans le développement des filières

Le dernier module a mis en avant le rôle essentiel des médias dans la valorisation et le développement des filières café et cacao. Les journalistes ont été invités à produire des contenus plus spécialisés, pédagogiques et orientés vers les enjeux réels du secteur. Au-delà de l'information, les médias sont appelés à devenir de véritables partenaires de développement, capables de sensibiliser, d'éclairer les débats et de contribuer à une meilleure visibilité des opportunités et défis liés au café et au cacao. À travers cette initiative, le CCFCC entend renforcer l'implication des médias dans la promotion de deux filières agricoles stratégiques, essentielles à l'économie togolaise et aux revenus de milliers de familles.



MIAPO ROLOU D'MABOL

AU CŒUR DE LA FÊTE
MONDIALE DU FOOT



BB LOMÉ S.A

*Prix de vente détail conseillé • *Alcool dangereux pour la santé. À boire avec modération.